

Jeremie Roselle

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Le Canada devrait devenir le chef de file mondial de la conception, de la mise au point et de la fabrication de technologies durables sur le plan de l'environnement. Nous devrions devenir le chef de file du réaménagement d'immeubles, des systèmes de transport, ainsi que des systèmes de production et de transport d'énergie au pays et partout dans le monde. Qu'il s'agisse des voitures propres, des champs solaires, des éoliennes ou de la planification et restructuration urbaines avancées, le Canada peut et doit donner l'exemple à l'échelle mondiale au chapitre des modes de vie fondés sur le développement durable. Nous devons remplacer les modèles de consommation désuets et très polluants sur lesquels nous nous sommes longtemps fiés par des modèles avant-gardistes qui ne tiennent pas seulement compte des profits pour les mieux nantis de la société. Il est encourageant de constater les idées, l'argent et l'énergie que nous pouvons générer lorsque nous nous rallions tous à une cause importante comme la défense de notre pays. Imaginez ce que nous pourrions accomplir si nous investissions la même quantité d'énergie dans la restructuration de nos villes aux fins de développement durable.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Cette réponse est liée aux suggestions que j'ai formulées à la question 1. Si le Canada devenait le chef de file mondial de la conception et de la mise au point de technologies durables sur le plan de l'environnement et du réaménagement d'immeubles, des milliers d'emplois seraient créés puisque la demande liée à ces types d'innovations croîtrait au cours des années suivantes.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'oeuvre?

Afin de combler les « pénuries de main-d'œuvre qualifiée », nous devons améliorer considérablement notre système d'éducation. Nous devons rendre les universités, les collèges et les écoles de métiers plus accessibles aux étudiants qui conservent des moyennes élevées au secondaire et au postsecondaire. Les études devraient être GRATUITES pour ceux qui ont conservé une bonne moyenne au secondaire et qui continuent d'obtenir une bonne moyenne dans leurs cours postsecondaires. Le manque de soutien financier représente ENCORE un obstacle majeur pour de nombreux étudiants talentueux désireux d'apprendre et d'acquérir des compétences. Il faudrait remplacer les prêts (qui sont conçus pour profiter aux banques) par des bourses qui profitent seulement aux étudiants méritants. Si cela est

impossible, il faudrait au moins que les prêts soient accordés sans intérêt. Les banques ne devraient réaliser aucun profit en accordant des prêts aux étudiants. Au fait, pourquoi ce sont les banques qui accordent de tels prêts? L'argent devrait être versé directement aux étudiants par le gouvernement. De plus, il faudrait que le calendrier du remboursement de ces prêts soit établi de façon équitable et permette une certaine souplesse. Le remboursement pourrait être déterminé au prorata selon le revenu du diplômé. Autrement dit, un serveur dans un café-restaurant ne devrait pas avoir à rembourser son prêt au même rythme qu'un médecin ayant un salaire de 100 000 \$ ou plus. Encore une fois, nous devons veiller à ce que les chances soient égales pour tous. Si nous éduquons et formons davantage d'étudiants, nous disposerons d'un plus grand nombre de travailleurs hautement qualifiés dans un proche avenir. Nous devons également réformer la Sécurité de la vieillesse et le Régime de pensions du Canada. Les paiements devraient être effectués au prorata seulement en fonction du nombre d'années pendant lesquelles la personne a eu le statut de citoyen canadien. En outre, la Sécurité de la vieillesse et le Régime de pensions du Canada devraient seulement être offerts aux Canadiens qui en ont besoin. Autrement dit, les Canadiens extrêmement riches ne devraient pas avoir à se fier sur le système. Ces changements devraient nous permettre de réduire les dépenses budgétaires de plusieurs milliards de dollars. À tout le moins, ces mesures garantiront la disponibilité de sommes plus importantes pour veiller à ce que les travailleurs qui prennent leur retraite reçoivent le soutien dont ils ont besoin et pour lequel ils ont payé tout au long de leur carrière.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Pour accroître la productivité, nous devons améliorer les conditions de travail et la qualité des emplois pour les citoyens canadiens. De grâce, cessons d'utiliser le « taux d'emploi » comme indicateur de notre rendement économique; il s'agit d'un pourcentage trompeur. Il ne révèle rien sur la qualité du travail effectué par les Canadiens. Le taux d'emploi peut sembler stable, mais la qualité des emplois s'est clairement détériorée au cours des 20 dernières années au Canada. À titre d'exemple, une personne peut perdre son emploi hautement rémunérateur et sa pension dans une entreprise où elle a travaillé pendant 25 ans, puis être embauchée au tiers de son ancien salaire et sans pension par une autre entreprise simplement pour survivre. Le taux d'emploi ne reflète pas ce changement majeur dans la vie de la personne. De plus, nous devons nous débarrasser de la mentalité, adoptée par de nombreux employeurs à l'égard de leurs employés, qui consiste à obtenir le rendement maximal au plus bas coût possible. Au lieu d'offrir un faible salaire aux employés de première ligne tandis que les cadres reçoivent des millions, de nombreuses organisations devraient restructurer leur modèle opérationnel de façon à favoriser le sentiment d'appartenance. Je crois que peu importe la place qu'ils occupent dans la hiérarchie d'une organisation, tous les travailleurs ont besoin de se sentir respectés et motivés. Ils doivent avoir bon espoir que leurs efforts auront des conséquences bénéfiques non seulement pour leur employeur et les clients qu'ils servent, mais pour leur propre famille. Ces employés doivent être hautement qualifiés et pouvoir continuellement bénéficier de programmes de formation et de perfectionnement professionnel afin de rester à la fine pointe de leur domaine. La créativité, l'efficacité et les innovations technologiques importantes se manifestent rarement lorsque les travailleurs sont sous-payés, non appréciés à leur juste valeur, craintifs et laissés à eux-mêmes. Afin de veiller à ce que les employeurs ne s'éloignent pas de leurs bonnes pratiques, nous devrions adopter une loi en vertu de laquelle ils doivent se plier, chaque trimestre, à une évaluation, réalisée par un tiers, concernant le traitement de leurs employés. Les employés pourraient attribuer une cote à leur employeur et à leur milieu de travail. Le gouvernement fédéral pourrait offrir des récompenses financières pour souligner

l'excellence sur les plans du rendement, de la créativité, de la productivité et de l'innovation. De plus, un groupe de travail pourrait être établi pour enquêter sur les organisations soupçonnées d'avoir une attitude cavalière à l'égard de leurs employés.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Nous entendons cela souvent, mais c'est vrai. Les riches continuent de s'enrichir et les pauvres continuent de s'appauvrir. Pour être un pays concurrentiel, nous devons montrer l'exemple aux autres pays en nous attaquant à l'inégalité croissante du revenu ici au Canada. Je me réjouis que des gens soient prospères grâce à leur travail acharné, à leurs décisions judicieuses et à un brin de chance, mais nous devons veiller à l'égalité des chances. Je ne parle pas ici de jouer un rôle à la Robin des Bois. Ces derniers temps, nous avons tant entendu parler du fait que chacun doit faire sa part en cette période de contrainte budgétaire. La plupart des familles de la classe moyenne inférieure font leur part en payant un impôt très élevé sur le revenu. On ne peut dire la même chose des familles très riches. Sur papier, elles peuvent sembler faire leur part, mais nous savons que ce n'est pas le cas. Si vous ne me croyez pas, mettez sur pied un groupe de travail chargé d'enquêter à ce sujet. L'argent existe et le gouvernement doit trouver des façons de se le procurer. Nous devons demander aux différents ordres de gouvernement de réformer le droit fiscal. Nous devons éliminer les abris fiscaux « légaux » et illégaux ainsi qu'empêcher les personnes très riches de se soustraire à leurs obligations par des moyens douteux. Cela permettra au gouvernement de mettre la main sur des milliards de dollars supplémentaires. Nous devons également exiger que les personnes très riches paient un pourcentage plus élevé d'impôt sur le revenu (surtout si le revenu déclaré représente seulement une petite partie du revenu réel). Nous pourrions même devoir redéfinir ce qui constitue le revenu. Si une personne réussit à cacher son revenu en le déposant dans des comptes à l'étranger, la somme visée est-elle toujours considérée comme un revenu? À mes yeux, cela constitue un revenu et devrait être imposé. Enfin, nous devons éliminer l'ensemble des allègements fiscaux et des dividendes pour les entreprises qui ne traitent pas bien leurs employés. Nous avons vu des cas où les entreprises utilisent ces sommes reçues du gouvernement pour verser d'importantes primes à leurs cadres supérieurs tandis qu'elles éliminent les pensions avant de s'enfuir à l'étranger. Toutes les pensions doivent être protégées, même lorsque l'entreprise déménage ou déclare faillite. Il devrait s'agir du cours normal des affaires dans notre grande nation.